

- PS-PC, PARTIS BOURGEOISp. 2
- C'EST LA DEFAITE DU PROLETARIAT QUI A OUVERT LA VOIE AUX DEUX GUERRES MONDIALESp. 4
- SECTEUR PUBLIC-SECTEUR PRIVE, UNE MEME EXPLOITATION POUR LES OUVRIERSp. 6
- TRACTS A LA MANIFESTATION DU 13 AVRIL 84 A PARISp. 7
- NOTRE INTERVENTIONp. 7
- LES LUTTES SE MULTIPLIENT, IL FAUT LES ETENDREp. 8

REVOLUTION INTERNATIONALE

Organe en France du Courant Communiste International, n° 120, mai 84, 4 Ff/30 Fb/2 Fs/0,4 cts Can.

CONTRE LE SABOTAGE SYNDICAL ...

■ "Cette marche, c'était du folklore. Un truc qui faisait surtout plaisir aux syndicalistes... On s'est fait avoir encore une fois; ça c'est fini en eau de boudin". Telles étaient les réflexions des ouvriers, écoeurés, après leur participation à la marche sur Paris du 13 avril (Libération du 16/4).

A Longwy, il n'y eut que 50% de grévistes ce jour-là. Nombre d'ouvriers avaient prévenu : "nous n'irons pas, nous n'aimons pas les enterrements".

Oui, camarades, il est certain que cette "marche" s'est terminée en "eau de boudin". Et c'est surtout cela qui a fait plaisir aux syndicalistes. Par contre, croire que cette manifestation fut un enterrement est une erreur. Certes, la bourgeoisie le voudrait bien. Les partis, la presse, les syndicats et surtout la CGT, ont essayé de refaire le coup de la première marche sur Paris du 23 mars 1979 (voir l'article dans ce numéro). Mais cette fois-ci, nous n'en sommes qu'au début d'un mouvement profond et massif de colère et de révolte ouvrières.

Le 13 avril ne fut qu'un moment d'un mouvement qui avait commencé avant la lutte des ouvriers de la sidérurgie et ne se terminera pas avec elle. Ce sont de nombreux secteurs de la classe ouvrière qui se sont affrontés au gouvernement de la bourgeoisie, au gouvernement "ami des travailleurs": ouvriers des tris postaux, de la SNCF, des hôpitaux, de Talbot, des mines, et aujourd'hui, les chantiers navals et la sidérurgie. Cette révolte ouvrière est bien générale. Elle tend à s'étendre à l'ensemble de la classe ouvrière Et pas seulement en France (voir art. p.8).

Pour cette raison et parce qu'il n'y a pas d'illusions sur la "restructuration industrielle", parce que les ouvriers en s'attaquant aux locaux de la gauche et des syndicats commencent à identifier leur ennemi, la marche sur Paris, malgré son échec, n'est pas, ne peut pas être un simple enterrement.

Si nous sommes capables, tous ensemble de tirer les leçons de cet échec momentané, alors celui-ci peut être une source d'enseignements pour nos luttes, pour la lutte du prolétariat.

diviser, isoler pour régner

Ouvriers de la sidérurgie, des mines de Lorraine, de Fos ou d'ailleurs, lorsque vous avez laissé les syndicats organiser la journée ville-morte du mercredi 4 avril, l'échec de la marche sur Paris était inéluctable. Quel pouvait être votre intérêt dans cette marche sinon d'essayer de briser votre isolement par ville, par région ou par corporation.

Or le 4 avril, "120 barrages bloquent les routes et les voies ferrées. La Lorraine est coupée du monde" selon les journaux et les syndicats.

Mais camarades, c'est précisément ce que la bourgeoisie voulait: vous isoler, vous "couper du monde", et surtout des autres secteurs de la classe ouvrière en lutte, ou qui risquent de l'être rapidement: automobile, Michelin, chantiers navals, etc... La bourgeoisie, son gouvernement de gauche, n'ont même pas eu à envoyer les CRS dresser des barrages, empêcher la jonction des ouvriers, puisque vous



A Longwy, les ouvriers brûlent le portrait de Mitterrand, image de cette "gauche" qui licencie et réprime aujourd'hui ouvertement ceux qu'elle disait "défendre".

... ORGANISONS ET ETENDONS NOS LUTTES !

avez laissé les syndicats s'en charger quand vous n'y avez pas participé vous-mêmes!

Avez-vous oublié 79? Ce sont les syndicats qui organisent délibérément la division, l'isolement et la défaite. Ce sont eux les premiers flics du capitalisme.

L'ensemble de la bourgeoisie, de ses partis de droite et de gauche, ses

syndicats, ses journaux sont prêts à accepter mille fois de voir les ouvriers couper des rails de la SNCF, saccager des édifices publics, bloquer des routes pourvu qu'ils ne tiennent pas d'Assemblées Générales de l'ensemble des ouvriers en lutte, qu'ils n'organisent pas l'extension du mouvement à d'autres secteurs de la classe (suite p.2)

RIPOSTE OUVRIERE A L'ATTAQUE DU CAPITAL

79: CONTRE LA DROITE 84: CONTRE LA GAUCHE

Ceux qui ne verraient dans la lutte des sidérurgistes en France que la défaite et l'impuissance se condamneraient irrémédiablement à être ballochés au gré des mille vagues futures du combat de classe qui se profilent à l'horizon.

Ceux qui ne voient aujourd'hui dans cette lutte qu'une pâle copie de celle de début 79, un recul même -du fait notamment qu'aucune violence ne se soit produite lors de la marche dans Paris du 13 avril 84, contrairement à ce qui s'était passé le 23 mars 79-, ceux-là n'ont qu'une courte vue, sont en retard sur la classe ouvrière elle-même, se bercent d'illusions sur le Grand Soir ou autre idéalisme immédiatiste.

Ce n'est ni au degré d'amplitude immédiat de "bruit et de fureur", ni en considérant une lutte pour elle-même qu'il est possible d'en comprendre toute la signification et la portée pour l'ensemble de la classe ouvrière. Il s'agit de parvenir à saisir cet épisode particulier du combat entre les classes à sa véritable place dans le temps et dans l'espace. Il est nécessaire pour cela de le relier aussi bien aux mouvements qui l'ont précédé, dont celui de 79, qu'à ceux futurs qu'il porte lui-même en germe.

■ La bourgeoisie de droite comme de gauche voudrait bien nous faire comprendre la lutte des sidérurgistes de Longwy et d'ailleurs comme un

perpétuel recommencement, un mouvement qui tourne sur lui-même, voué à l'épuisement tant "la nécessité de moderniser l'appareil productif" est plus impérative qu'une quelconque volonté ouvrière de ne pas crever.

Pourtant, même si dans l'immédiat, la bourgeoisie semble avoir réussi cette manœuvre, l'évolution des conditions objectives et subjectives depuis 79 place la lutte de 84 non à la fin d'un assaut prolétarien mais bien au tout début d'un long processus

de luttes qui va labourer le terrain social à une profondeur encore jamais atteinte en Europe occidentale depuis la reprise historique des luttes à la fin des années 60.

En ce sens, la réussite bourgeoise à maîtriser l'élan combatif des sidérurgistes n'est que partielle et provisoire. Les efforts consentis par la bourgeoisie pour remplir cette tâche sont déjà immenses alors qu'ils vont devoir encore se décupler à l'avenir. Rien n'est résolu, rien n'est réglé au moment où ne font que se développer de plus en plus de conditions propices à l'affrontement entre les classes soutenu par une clarté progressive des vrais enjeux et une mise à nu inévitable des réelles délimitations entre les camps en présence.

Le soubassement du mouvement actuel

Le fait que les ouvriers répondent à l'attaque actuelle du capital de manière aussi décidée, combative est déjà en lui-même beaucoup en ce qu'il confirme l'état intact des forces du prolétariat dans les pays industrialisés d'Europe occidentale. Cette riposte claire contre la politique (suite p.3)

CONTRE LE SABOTAGE SYNDICAL, ORGANISONS ET ETENDONS NOS LUTTES

ouvrière.

Camarades, ne vous rendez-vous pas compte de l'absurde et du tragique surtout de couper la route entre Metz et Longwy, entre Metz et Thionville, de fermer les frontières avec la Belgique, alors que là-bas les ouvriers eux aussi touchés par la crise du capitalisme, criaient en assemblée à Charleroi, face aux syndicats : "A Longwy!"

Diviser pour régner est une vieille méthode toujours d'actualité au service du capitalisme contre le prolétariat. Allons-nous continuer à tomber dans ce piège?

Quand certains d'entre vous crient : "la Lorraine vivra", d'une part c'est une absurdité, car c'est toutes les régions qui se "meurent" dans le capitalisme en crise, mais surtout c'est tomber dans ce piège tendu par les syndicats afin de nous opposer et de nous diviser d'une région à l'autre.

Quand les mêmes crient encore "produisons français, consommons français" c'est toujours une absurdité, une stupidité, alors que la faillite économique du capital frappe la classe ou-

vrière dans tous les pays; partout la bourgeoisie et ses syndicats posent les mêmes traquenards aux ouvriers: "produisons allemand, consommons anglais, espagnol". Répéter bêtement ces slogans, c'est tomber dans le piège de la division entre ouvriers français, belges, polonais, italiens, etc.

rompre l'isolement, c'est s'affronter aux syndicats

Camarades, dans l'incapacité de déjouer et de rompre clairement les tentatives de division de la gauche et des syndicats, la marche sur Paris ne pouvait réussir à briser votre isolement. Comment auriez-vous pu vous opposer aux syndicats alors que toute décision reste aux mains de ces derniers, alors qu'il n'y a eu aucune Assemblée Générale? Comment pouviez-vous espérer déjouer les plans de la bourgeoisie, organiser votre lutte, organiser son extension, organiser la marche vous-mêmes si vous ne discutiez pas et ne décidiez pas tous ensemble en Assemblées Générales?

PC ET PS SONT DES PARTIS BOURGEOIS

Elles sont loin les promesses électorales des PC et PS. Par contre, elles sont bien là les mesures de salubrité économique: baisse du pouvoir d'achat, licenciements en série, coupes sombres dans les budgets sociaux. Des mensonges aux faits, les contorsions pour faire passer les premiers, deviennent périlleuses. Du discours à la réalité, le fossé se creuse, il se transforme même en abîme. Et pour le combler, on nous abreuve de paroles, de déclarations, on nous bourre le mou à la télévision, la radio, dans les journaux; on nous distrait avec le cirque parlementaire où les joutes seraient risibles si on n'avait pas la sinistre impression - au demeurant la conviction - qu'elles se font contre nous.

Il faut dire que l'exercice du pouvoir n'est pas facile pour ceux qui promettaient monts et merveilles, pour ceux qui semaient des illusions et qui commencent aujourd'hui à récolter la tempête sociale. Pour le PS, depuis mai 81, il ne s'agit plus "d'austérité mais de "rigueur", il ne s'agit plus de "mauvaise gestion" mais de "justice sociale; difficile à faire accepter aux deux millions et demi de chômeurs, aux licenciés en sursis et aux travailleurs que le "rose du socialisme" ne doit plus faire beaucoup frémir! Le PS est en train de se brûler, et majoritaire au sein du gouvernement, il assume plutôt mal que bien les devoirs de l'intérêt national, la gestion loyale du capitalisme comme ses illustres prédécesseurs.

Quant au PCF, qui parle au "nom des travailleurs", il est, comme il a toujours été, à l'avant-poste des mensonges et des infâmies. Il critique, il joue les trouble-fêtes, il émet des contre-propositions "raisonnables" produire de l'acier français, du charbon français, pour se faire exploiter "français".

Le bleu, le blanc, le rouge sont des couleurs qui lui vont à merveille pour enchaîner les ouvriers à l'Etat, à la défense de l'économie nationale. Il critique mais il est responsable au même titre que le PS des licenciements de l'envoi des CRS dans les usines et dans les centres de tri. Il n'y a pas d'autre réalité pour les ouvriers aujourd'hui que celle d'un gouvernement où de faux-amis accomplissent leur sale besogne de maintien de l'ordre social.

Avant la 2ème guerre mondiale, ils ont appelé les ouvriers à se faire massacrer au nom de l'"anti-fascisme"; ils les ont appelé ensuite, après la guerre, à "retrousser les manches" pour la reconstruction nationale; en

1968, ils ont signé des accords de défaite après avoir saboté les luttes de l'intérieur. Aujourd'hui, le PCF critique mais il est là, "responsable", et de ses fauteuils ministériels il bloque à 5 % l'augmentation des salaires des fonctionnaires avec M. Le Pors (alors que l'inflation sera au minimum de 7-8 %), il impose les licenciements et la baisse des allocations de chômage avec M. Ralite, ministre de l'"emploi". Le "groupe communiste" à l'Assemblée Nationale vote sa "confiance" au gouvernement, c'est-à-dire approuve et participe. Les "réticences" et les "critiques" ne sont en rien un désaveu. Elles n'ont qu'un but : pouvoir dire dans l'"opposition" demain aux ouvriers : "nous étions contre", "nous sommes toujours vos défenseurs", pour tenter de garder le contrôle des ouvriers.

Tous les moyens sont bons, car "la fin justifie les moyens". Que le PCF zigzague, qu'il amorce des virages à 180 degrés, qu'il tienne un double langage ou un langage réaliste, qu'il soit au gouvernement ou dans l'opposition, tout montre une fois de plus que son seul rôle est celui de l'encadrement de la classe ouvrière. C'est pour cela que la bourgeoisie le reconnaît comme sien et comme indispensable.

Aujourd'hui, il y a des scènes de ménage dans le couple PC/PS, mais la seule réalité pour les ouvriers est que ce sont eux qui licencient, qui répriment et qui emprisonnent, et c'est ce qui révèle au grand jour leur vraie nature capitaliste. Cela doit s'inscrire de manière indélébile dans la mémoire ouvrière pour que celle-ci les reconnaisse pour ce qu'ils sont: les ennemis dans ses propres rangs. Même si, à terme, contraints par la poussée ouvrière, ils retourneront jouer à "l'opposition" pour tenter de briser la lutte de l'intérieur, leurs tergiversations actuelles montrent leur rôle fondamental de partis attachés à la défense du capital national, coincés par leur venue accidentelle au pouvoir en 1981 entre cet attachement réel et leurs déclarations mensongères de soi-disant défense des intérêts des ouvriers.

Défenseurs du capital, ils l'ont été hier, ils le sont aujourd'hui, demain ils le seront. Il faudra s'en souvenir lorsque, face à la lutte de classe, ils pourront pour remplir leur rôle, se mettre à réparer de "dictature du prolétariat" et de "lutte de classe", pourquoi pas de "révolution", mais celle-ci ne pourra se faire que sur leurs cadavres.

Livia

(suite de la p.1)

Dans ces conditions, vous avez laissé les mains libres aux syndicats pour empêcher toute participation des ouvriers de Paris et d'ailleurs à la manifestation, pour la saboter, pour la vider de tout contenu prolétarien, tout comme les ouvriers à Paris se sont laissés piéger de la même manière et ne sont pas venus alors que le jour même la bourgeoisie annonçait 6000 licenciements à Citroën dans les usines de la région parisienne... L'usine Citroën de Levallois-Perret n'est guère plus loin de la place de la Nation, début de la manifestation, que du Champ de Mars sous la tour Eiffel, et ce sont des ouvriers que vous auriez rencontré et non les bourgeois méprisants des beaux quartiers.

Camarades, nous devons comprendre que tous ceux qui essaient d'enfermer la classe ouvrière dans des spécificités régionales, corporatistes, nationales, sont nos ennemis; ils tentent avec un langage ouvrier de capter notre confiance. Ils peuvent être très radicaux en paroles et en acte: les opérations "commandos" organisées par la CGT et la CFTD en 79; les opérations "coup de poing", d'attaque des bâtiments publics, l'occupation des gares, etc, organisées par les syndicalistes de "base", "opposés" aux directions syndicales, style le collectif "79-84", participent en fin de compte de la même tentative d'isolement et de division des ouvriers.

Rejet de l'isolement, de la division de tout ce qui fait obstacle, de tous ceux qui s'opposent à l'extension et à l'union des ouvriers en lutte, voilà les leçons que nous devons tirer du 13 avril. C'est le rejet et le combat contre les syndicats, leur direction comme leur "base" gauchiste, critique, c'est le rejet et le combat contre les partis de gauche, PS et PC, au même titre que la droite, c'est à dire comme forces bourgeoises à part entière.

Le gouvernement PS/PC contre la classe ouvrière

Certains en douteront-ils encore? C'est bien le gouvernement du PS et du PC qui, après Talbot, licencie par milliers dans la sidérurgie, à Citroën, à Michelin, demain dans les chantiers navals, dans les mines, à Renault...

C'est bien le gouvernement PS/PC, soi-disant ouvrier, qui envoie ses CRS contre les ouvriers des chantiers navals et des docks à Dunkerque, à Marseille et en Lorraine le 30 mars, contre les ouvriers de Longwy hier encore le 20 avril, contre les ouvriers du centre de tri postal de Caen. C'est bien ce même gouvernement de l'ex-programme commun qui a envoyé ses flics à Talbot, à l'appel de la CFTD pour évacuer les grévistes. C'est bien ce gouvernement de Mitterrand, Mauroy, Rocard, Fiterman soutenu par Marchais, Chevènement, Krasucki et Maire, qui fait la même politique que n'importe quel gouvernement de droite, que Giscard, Barre et Chirac hier en France, que Reagan, Thatcher, Kohl en Allemagne, que les socialistes González et Craxi en Espagne et en Italie.

Ouvriers, c'est bien la même politique d'attaque contre la classe ouvrière au niveau international que mène la gauche au pouvoir en France. Ni Mitterrand, ni Marchais n'ont "trahi" la classe ouvrière; eux et leurs partis appartiennent complètement à l'appareil politique de l'Etat capitaliste.

Auto-organisation et extension

Camarades, plus d'illusion! Regardons la réalité en face: nous ne vivons pas une crise de restructuration; encore moins une crise temporaire. C'est une chute dans la misère et la barbarie qui est sans issue pour le

capital. Accepter des sacrifices aujourd'hui, ce n'est pas préserver l'avenir, c'est accepter d'ores et déjà des sacrifices encore plus durs demain; jusqu'au sacrifice ultime, celui de nos vies dans une 3ème guerre mondiale.

La bourgeoisie européenne prévoit, rien que dans la sidérurgie, entre 90.000 et 100.000 emplois supprimés dans les 2 ans (Le Monde du 5 avril): 20.000 à 25.000 en France, 9 à 10.000 en Belgique, 25.000 en Italie, autant en Allemagne, 4500 au petit Luxembourg de 360 000 habitants (si près de Longwy..), 2000 aux Pays-Bas.

En France, c'est 6000 à Citroën, 4000 à Michelin annoncés dans la même semaine. Combien de milliers de prévus à Renault, dans les mines, dans les chantiers navals et ailleurs? Selon l'INSEE il y a plus de 2000 faillites par mois et 1800 licenciements par jour.

A travers le refus ouvrier d'accepter sans rien dire l'accentuation de cette misère, le refus des licenciements, des sacrifices, apparaît l'absurdité et l'horreur de cette société; apparaît aussi la perspective de la nécessité et de la possibilité de la révolution prolétarienne, de la destruction du capitalisme. C'est à dire la perspective du communisme. Le mérite des révoltes ouvrières de Longwy, de Dunkerque, de Marseille, est d'exprimer un refus général de la logique capitaliste, de la logique du sacrifice.

Mais cela ne suffit pas. Camarades, pour faire reculer la bourgeoisie, ou pour le moins enrayer une attaque encore plus violente de ses plans de licenciements, il faudrait qu'elle ait une grosse peur. C'est à dire que nous réussissions à lui imposer un rapport de force qui soit favorable à la classe ouvrière. Cela est possible avec une extension générale des luttes et des grèves à l'ensemble des ouvriers. C'est la question qui est posée dès aujourd'hui: la coordination et surtout l'extension du combat entre les différents secteurs de la classe ouvrière. Nous ne pouvons attendre des syndicats qu'ils s'en occupent. Bien au contraire. La marche sur Paris est le dernier exemple du sabotage délibéré de la CGT et des autres centrales dans la coordination, l'extension et l'unification de la lutte ouvrière.

Ouvriers, contre les parodies des syndicats, c'est à vous d'organiser l'extension afin de briser votre isolement. Contre les mascarades folkloriques et les carnavales dans lesquels veulent vous enfermer les syndicats, organisez l'envoi de délégations massives, de piquets de grève aux usines qui ne sont pas encore en lutte, comme le font les mineurs en Angleterre, où les ouvriers isolés ou au chômage peuvent vous rejoindre dans le combat. Contre les mensonges de la presse et des syndicats, ne laissez pas le monopole de l'information aux syndicats. Contre le sabotage de ceux-ci, c'est à vous de vous organiser, tous ensemble, en Assemblées Générales c'est dans celles-ci que nous tous pouvons discuter et intervenir. Contre les actions aveugles style "commandos" ou "coup de poing", ce sont vos assemblées qui organisent l'utilisation consciente de la violence contre la répression bourgeoise. Contre les décisions prises sans vous par les syndicats, contre vos intérêts, ce sont ces assemblées qui doivent prendre les décisions, élire et mandater les délégués. C'est l'Assemblée Générale, l'assemblée ouvrière qui organise la lutte et son développement.

Aujourd'hui, ce développement ne peut être que l'extension au plus grand nombre d'ouvriers et usines, par-delà les spécificités et les divisions que la bourgeoisie et principalement ses syndicats imposent pour paralyser la classe ouvrière.

Camarades de Longwy, de Marseille, de Dunkerque, de Nantes, de Paris ou d'ailleurs, travailleurs de la sidérurgie, des mines, de l'automobile des chantiers navals, de la fonction publique, etc..., ouvriers au chômage, ne restez pas isolés à la merci du capital. C'est une seule et même classe ouvrière qui est attaquée; entre nous, il n'existe pas d'opposition d'intérêts, bien au contraire.

Camarades, dans chaque lutte, organisons-nous en ASSEMBLEE GENERALE afin d'étendre notre combat au plus grand nombre de nos frères de classe.

R.L.

79/84 :

RIPOSTE OUVRIERE A L'ATTAQUE CAPITALISTE

(suite de la p.1)

d'un gouvernement non plus de droite comme en 79, mais de gauche, cet "ami des travailleurs" auquel les ouvriers avaient accordé un crédit certain de 72 à 78 en se laissant entraîner. derrière le projet de "programme commun de gouvernement" n'en acquiert qu'encre plus de valeur.

Cette riposte vient faire écho à celle toute récente des ouvriers de Talbot Poissy et se déroule simultanément avec celles des ouvriers en Belgique, en Grande Bretagne, en Italie et en Espagne qui luttent aussi contre la même attaque.

Tout ceci repose et prend son élan sur et à partir de conditions sociales économiques et politiques qui sont loin d'être semblables à celles de 79 et qui ont au contraire évolué en minant toujours plus le soubassement du terrain de la lutte des classes dans un sens favorable à la classe ouvrière.

L'attaque économique que subit la classe ouvrière n'apparaît pas soudainement comme un éclair dans un ciel bleu. L'illusion entretenue lors de la première année d'accession au pouvoir de la gauche (l'état de grâce) s'est carbonisée à la vitesse V au feu de la crise confirmant ainsi que du point de vue capitaliste la seule politique possible était celle menée déjà par Barre. La même politique que partout ailleurs (USA, GB, Italie, Espagne, RFA,...) qui consiste à baisser les quotas de production et licencier les ouvriers en masse.

Voilà maintenant bientôt deux ans que la gauche s'est alignée sur ces politiques; aujourd'hui, comme partout ailleurs, et plus qu'ailleurs, compte tenu du retard accumulé pendant un an, elle est contrainte d'attaquer en masse le niveau de vie des travailleurs; par la même occasion la voilà contrainte d'avouer au grand jour sa nature profonde de bon et loyal défenseur du capitalisme, de ses lois et de ses absurdités.

Mais maintenant, contrairement au temps de Barre, la gauche au gouvernement doit taper dans le tas, ne peut plus se permettre de faire dans le détail. Après Talbot, la sidérurgie; après la sidérurgie Citroën; après Citroën, les chantiers navals; après les chantiers navals, Michelin, etc, etc...

Ce nouveau cran atteint par la crise cette brutalité dans l'application massive des mesures, le fait qu'en France ce soit la gauche qui mène l'attaque, ne provoquent pas seulement la colère parmi les plus grands bastions ouvriers comme en 79 mais aussi placent la classe dans une position propice à la réflexion, au recul vis à vis des nécessités pour sa lutte. La mystification sempiternelle sur la division droite-gauche, entre les "vrais ennemis et les vrais amis" des ouvriers a été ébranlée en 68 puis réimposée dans les années 70, remise partiellement en cause en 79. Maintenant, ce questionnement revient une nouvelle fois au-devant de la scène avec une force décuplée tant les questions prennent maintenant leurs racines encore plus profondément. Il n'est pas possible d'éviter la question, de faire semblant qu'elle ne se pose pas; la réalité pousse la classe ouvrière à se poser le problème de son autonomie de classe; aujourd'hui la réalité devient impitoyable, les dernières illusions vacillent; elles vacillent non dans l'inaction et l'expectative mais directement dans la lutte; voilà qui est énorme, voilà qui est porteur d'avenir pour le mouvement révolutionnaire.

Comment tombent les illusions ?

La réalité pousse les ouvriers à se reposer sans cesse les mêmes questions sur une base à chaque fois plus large.

Il est inévitable que frappés une nouvelle fois de plein fouet par le capital, les sidérurgistes relient aussi bien en idée que par la pratique leur riposte d'aujourd'hui à celle encore récente de 79. Mais au lieu de tourner en rond sans cesse, la classe assimile dans sa pratique actuelle les leçons de son expérience passée.

Ainsi en 79, la colère ouvrière s'était d'abord traduite par la mise à sac des chambres patronales, de l'hôtel des impôts, puis par l'occupation d'un émetteur radio à partir duquel les grévistes et toute la population cherchaient à se faire entendre du reste de la région et du pays.

En 84, la classe ouvrière n'en reste pas là. Sans hésitation, elle sait où se diriger, elle sait reconnaître d'emblée l'identité de son ennemi. Des permanences ou autres locaux du PS sont cette fois mis à sac, la mairie 'communiste' de Longwy est de justesse épargnée grâce à la protection des militants zélés de la CGT.

En 79, l'union locale CFTD avait permis par sa souplesse qu'à la base à tout moment le syndicat "garde le contact" avec les ouvriers et surtout les maintienne sur le seul terrain du dévouement par la violence, permettant ainsi que la colère s'épuise d'elle-même sans qu'aucune action d'envergure efficace contre l'Etat n'ait pu se développer.

Aujourd'hui, la même technique est reprise par la bourgeoisie et particulièrement par le collectif para-syndical "79-84: Un même combat". Mais cette fois, le dévouement au lieu de déboucher sur l'épuisement débouche sur la réflexion; par leur attitude méfiante vis à vis de ce collectif, les ouvriers montrent qu'ils tirent aujourd'hui les leçons d'hier. A quoi servent toutes ces actions, ce remue-ménage, et ces "folles nuits de violence" auxquelles succèdent les "gueules de bois" de lendemain? Le syndicalisme de base est là pour faire des propositions radicales qui sont autant d'impasses. Il se revendique de la violence ouvrière afin de la réduire en un acte symbolique, un but en soi.

De même, rappelons-nous qu'en 79 l'idée d'une marche sur Paris s'est faite jour dans la classe au bout d'un mois et demi de lutte et que les syndicats sont parvenus grâce à leurs tergiversations à en retarder le déroulement pendant un autre mois et demi. C'était le temps qui leur était nécessaire pour veiller à ce que les grévistes à Paris de la SFP et des assurances aient réintégré leur lieu de travail afin que les sidérurgistes se retrouvent bien seuls pour être livrés à la répression ouverte des CRS

place de l'Opéra. C'était l'issue d'une marche qui marquait elle-même le moment ultime de la bataille, son dernier acte rude et sévère pour les ouvriers.

En 84, l'idée d'une marche sur Paris s'impose d'emblée en quelques jours. La force des syndicats a consisté cette fois à faire en sorte depuis des semaines de "prévoir cette évidence". Mieux valait alors pour eux de tout faire dès le début pour prendre le contrôle total de cette action, en garder le monopole, d'en faire "leur" initiative. En agissant ainsi, leur but a été de figer l'élan des ouvriers en lutte, de réduire cette perspective précise au rang d'une simple action symbolique, décharnée, de la cantonner au stade d'idée et éviter surtout qu'elle constitue une étape importante dans l'extension des luttes contre l'Etat.

Indirectement, cette attitude syndicale de prévention et d'organisation de la lutte, c'est à dire d'encadrement, contrairement à la plus grande précipitation et improvisation de 79, confirme la maturation profonde des conditions de la lutte ouvrière. C'est bien parce que cela devient de plus en plus dangereux pour l'Etat que ses valets se montrent si zélés.

En 79, gauche et syndicats campés dans l'opposition ont eu partie plus facile pour apparaître "dans le mouvement aux côtés des ouvriers", alors qu'en réalité, ils s'employaient à aider la police à le réprimer! En 84, les syndicats apparaissent clairement comme LA POLICE, comme ceux qui encadrent, qui veillent à l'ordre et à la sécurité de leur patron: l'Etat capitaliste. En 84, les syndicats ont du mal à se fondre dans la classe, leurs cordons, leurs services d'ordre s'avouent clairement comme ceux de l'Etat, de la bourgeoisie.

De ce fait, la bourgeoisie en France joue gros. Au moindre dérapage, à la moindre faiblesse, à la première nécessité de répression massive des ouvriers, c'est un coup irrémédiable, profond, irréparable qui peut être porté à sa crédibilité. Tout ceci explique toutes les contorsions du PS et du PC visant à renvoyer le PC dans l'opposition sans que ni l'un ni l'autre n'en ait à pâtir pour son influence déjà bien érodée, ce qui est loin d'être simple à réaliser!

LES SYNDICATS AUX OUVRIERS IMMIGRES : "Chômez et crevez au pays!"

Les syndicats défendent le "retour au pays" pour les ouvriers licenciés chez Citroën! Quel pays? Pour trouver quoi? Au Maroc, ou en Tunisie d'où viennent beaucoup d'ouvriers, sévit en ce moment une répression féroce qui s'abat sur des centaines de travailleurs, de chômeurs, de lycéens: "mille huit cent personnes ont été arrêtées, et la plupart condamnées à des peines allant de deux mois à dix ans de prison, après avoir été reconnues coupables de troubler l'ordre public, de menacer les valeurs sacrées, d'appartenir à des organisations clandestines, d'incitation à la grève" (Le Monde du 20 avril). C'est la réponse de l'Etat marocain aux grèves et manifestations violentes qui avaient suivi l'annonce des

hausse de prix (demandées par le FMI) dans une situation déjà apocalyptique où presque la moitié de la population est "en-dessous du seuil de pauvreté". En Tunisie, le "recensement" en est officiellement à 89 morts et 839 blessés à la suite des mouvements de même nature qui avaient explosés en janvier 84. Et on veut faire miroiter aux ouvriers de Citroën 60 000 Fr pour retourner "vivre" au pays!

Le mépris de la vie et de la condition ouvrière, propre au capitalisme, atteint les seuils de l'intolérable. Aucun ouvrier n'est épargné, dans son avenir, par la barbarie croissante du capitalisme qu'il soit immigré ou du pays. LES PROLETAIRES N'ONT PAS DE PATRIE!

DN.



Longwy, Caen, Dunkerque, Marseille, etc. partout la police de l'Etat emmenée par la gauche attaque, réprime, disperse les cravailleurs. A Caen, M. Mexandeau, ministre "socialiste" des PIT agit tout comme agissait la droite "libérale" en 1974 contre le centre de tri en grève: envoi de la police et utilisation des "jaunes"! C'est normal. LA GAUCHE DEFEND L'EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS ET LES PROFITS DU CAPITAL. ELLE ABREUVE DE MENSONGES, RECLAME LA SOUMISSION ET DEFEND LA PROPRIETE CAPITALISTE. LA CLASSE OUVRIERE NE PEUT COMPTER QUE SUR SES PROPRES FORCES.

Tout ceci explique aussi pourquoi la violence n'a pas éclaté à Paris comme en 79. La bourgeoisie a paré au plus pressé et la classe ouvrière ne peut plus se contenter de baroud sans lendemain, sa violence de classe est désormais condamnée à des remises en cause plus larges, plus fondamentales que dans les années précédentes. La classe est amenée à réfléchir vers quoi elle dirige sa lutte, pourquoi, contre qui, à quelle échelle. Si la bourgeoisie peut momentanément prendre le dessus ce n'est pas à cause d'une soumission profonde de la classe mais de sa difficulté actuelle à forger une réelle perspective à sa lutte, ce qui va lui demander encore des luttes, encore des expériences, encore du temps.

La classe ouvrière vient de refaire le chemin de 79 en un temps éclair, l'énergie immense déployée par les syndicats pour d'abord la diviser puis la laisser se dévouer dans l'isolement pour enfin la devancer et l'encadrer (cf le service d'ordre sans précédent de la CGT à Paris le 13 avril!) a porté ses fruits mais va devoir être renouvelée à un niveau encore supérieur demain pour un autre secteur puis encore après demain alors que simultanément de plus en plus d'ouvriers vont se mettre en grève face à l'attaque gouvernementale, alors que ceux qui luttent hier ne seront pas battus et repartiront à la bataille stimulés par leurs camarades en action...

La perplexité des ouvriers qui sont remontés dans les cars au Champ de Mars était grande. A quoi avait servi cette procession où rien ne s'était passé si ce n'est d'avoir profité du soleil printanier pour photographier la tour Eiffel? Cette perplexité est à la mesure de celle de tous les autres ouvriers de tous les autres secteurs et plus particulièrement ceux de la région parisienne. En 84, ce ne sont plus seulement les employés de la SFP ou des assurances qui vont lutter en même temps que les sidérurgistes mais aussi ceux de l'automobile, de tout le secteur public, de beaucoup de secteurs à la fois divers et primordiaux pour le capital national. Décidément la réalité est impitoyable; aujourd'hui les ouvriers de Longwy s'accrochent encore au mythe d'une solution pour la région, la Lorraine, l'acier "français". On les a littéralement cachés derrière un cordon syndical afin que leurs regards soient obstinément tournés vers la croix de Lorraine de début de cortège. Aujourd'hui à Renault, les ouvriers sont encore mieux payés qu'ailleurs, les syndicats ces derniers temps les ont abasourdis, noyés de tracts contradictoires pour les écœurer, les faire rester dans l'usine le 13 avril 84. Quand demain la réalité obligera encore et encore tous ces ouvriers à lutter simultanément, à comparer leur expérience, à la relier, à l'organiser, les cordons syndicaux ne suffiront plus à contenir la pression. Dès aujourd'hui la réalité des 30 000 licenciés de la sidérurgie s'accompagne de celle des 50 000 anonymes de tous les autres secteurs dans tous les pays. Ce qui travaille la société en profondeur ne peut que remonter demain à la surface avec une force inouïe.

Le chemin de 79 est déjà parcouru, les ouvriers viennent d'avoir confirmation sur ce qui étaient encore des doutes en leur sein, cela profite et profitera à tous les ouvriers qui se préparent à entrer en lutte à leur tour.

La combativité présente est un signe que la classe ouvrière a la détermination nécessaire pour faire avancer sa lutte, il lui reste à parcourir tout le chemin encore long pour s'affirmer pleinement contre toute la bourgeoisie à un niveau centralisé et international.

Les pas que franchit actuellement la classe, se dirigent vers des affrontements décisifs en ce qu'ils marqueront des avancées profondes et irréversibles de la conscience ouvrière. En ce sens, le pas que représente la lutte actuelle des ouvriers en France, même s'il ne se caractérise pas par de grands résultats immédiats n'en est pas moins dirigé dans le bon sens.

L.D.

C'EST LA DEFAITE DU PROLETARIAT QUI A OUVERT LA VOIE AUX DEUX GUERRES MONDIALES

■ "Enfermant le marché mondial par leurs trusts, leurs cartels et leurs consortiums, les maîtres des destinées du monde entrainent la production à heurter aux limites de la capacité du marché capitaliste mondial ; ils essaient de sortir de cette situation par les moyens de la violence : la crise sanglante de la guerre mondiale." (3ème Congrès de l'IC, 1921).

Dans la période de décadence, le capitalisme ne produit plus qu'en vue des moyens de destruction, de la guerre, qui devient son mode de vie permanent. Le capitalisme ne peut échapper à la guerre et les périodes de "paix" ne sont que des moments qui lui permettent de se renforcer et de s'armer pour des affrontements encore plus destructeurs. Il suffit de lire les rapports sur les effets d'une éventuelle 3^e guerre mondiale, rapports, qui les uns après les autres, constatent de plus en plus d'effets destructeurs, pour se rendre compte que ce qui est en jeu avec la survie du capitalisme, c'est la planète elle-même et avec elle l'humanité (Voir notre article dans RI n°117 : Révolution ou Guerre).

Mais le développement de l'économie de guerre et la guerre impérialiste exigent non seulement que les moyens de production soient tournés vers la production de moyens de destruction, mais aussi une soumission de toute la société à ces exigences et tout d'abord de la classe à l'origine de toute la richesse sociale : le prolétariat.

L'IC affirmait dans son 1^{er} Congrès qu'avec la décadence du capitalisme était ouverte "l'ère des guerres impérialistes et des révolutions prolétariennes" et que l'alternative pour l'humanité était "socialisme ou barbarie". Nous nous revendiquons pleinement de cette conception : "Au 20^{ème} siècle, la victoire capitaliste signifie la barbarie sans nom de la guerre impérialiste et la menace d'une disparition de l'espèce humaine ; la victoire prolétarienne, par contre, signifie la possibilité d'une régénération de la société, la fin de la préhistoire humaine et le début de son histoire véritable", "la sortie du règne de la nécessité et l'entrée dans celui de la liberté." (Revue Internationale n° 18. Le cours historique. 3^e Congrès du C.C.I.)

Dans la lutte à mort du prolétariat face à son ennemi de classe, l'existence et l'utilité des révolutionnaires sont déterminées par deux niveaux : - par les positions de classe, tranchées par la lutte du prolétariat

LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

La première guerre mondiale éclate dans la période où le monde capitaliste semble à son apogée, alors que les organisations politiques du prolétariat ont atteint une puissance, un degré d'organisation qui rassemblent la majorité des masses ouvrières.

En réalité, cette puissance, les organisations syndicales de masse, les grands partis Social-Démocrates n'avaient plus que le vernis prolétarien, étaient devenus factices quant aux besoins du prolétariat, qui s'était laissé endormir dans les pays développés par cette prétendue force, qui n'était plus la sienne, et l'entraîne quasiment sans réaction dans la guerre.

C'est l'incompréhension de l'entrée dans la période de décadence avec toutes ses implications économiques, politiques et sociales qui sera à l'origine de la trahison de la 2^e Internationale Socialiste. Le prolétariat se leurrait sur sa clarté politique, sur sa propre capacité à travers ses organisations de masse à faire front face à la bourgeoisie, alors que celles-ci étaient profondément atteintes par l'idéologie bourgeoise. Ce qui

elle-même, face à la guerre impérialiste et face à la nécessité de la prise du pouvoir par le prolétariat ; - par l'analyse de la période, c'est à dire du rapport de forces au niveau international entre la bourgeoisie et le prolétariat et la dynamique que celui-ci entraîne, à savoir guerre impérialiste ou révolution.

Le premier niveau détermine le camp d'une organisation politique, si elle défend les intérêts du prolétariat ou ceux de la bourgeoisie ; il ne peut y avoir de demi-mesures. Le deuxième niveau met en jeu directement l'existence et le devenir des organisations révolutionnaires, et conditionne leur type d'intervention et d'organisation. L'analyse de la période, c'est à dire la détermination du cours historique demande que l'on dispose de critères qui exigent la connaissance "de ceux du passé, la distinction parmi ceux-ci entre ceux qui sont encore valables, et ceux qui sont devenus caducs compte tenu de l'évolution historique ainsi que la prise en compte des nouveaux critères éventuels imposés par cette évolution." (Revue Internationale n°18). Pour ce qui concerne la période présente, qui s'ouvre à la fin des années 60, que le C.C.I. analyse comme un cours aux affrontements de classe généralisés, c'est l'étude des conditions qui ont préparé et permis l'éclatement des deux guerres mondiales précédentes qui nous permet de déterminer l'ensemble de ces critères et les armes qu'a utilisées la bourgeoisie pour entraîner le prolétariat derrière sa "solution" à elle : la boucherie impérialiste mondiale.

Pour s'engager dans la guerre impérialiste, la bourgeoisie a besoin de soumettre le prolétariat, classe productrice de l'essentiel des richesses et seule classe capable de s'opposer par sa lutte à la solution guerrière de la bourgeoisie. Pour ce faire, ce n'est pas la répression physique qui est son arme essentielle, il s'agit pour elle d'empêcher l'apparition de la conscience de classe du prolétariat, sa force fondamentale, ce qui lui permet de l'atomiser et d'entraîner les prolétaires déboussolés, divisés, dans la boucherie impérialiste. Et c'est dans la pratique des luttes ouvrières, dans la vie même de la classe qu'elle injecte son poison idéologique par l'intermédiaire des organes qui furent des organes prolétariens à des moments de la vie du prolétariat.

était à l'origine la force de la 2^e Internationale, qui représentait un pas en avant immense par rapport à la 1^{re} Internationale, était devenu sa faiblesse. La compréhension dans le prolétariat de la possibilité de réformes et donc d'un travail parlementaire et syndical non pas séparés, mais complémentaires, du travail politique et théorique, était devenue, avec l'incompréhension des nouvelles conditions du début de la décadence, une fixation sur ce travail parlementaire et syndical. La multiplication de gigantesques manifestations contre la guerre - particulièrement en Allemagne, fleuron de la Social-Démocratie - les déclarations tonitruantes n'étaient plus que poudre aux yeux ; le 4 Aout 1914, où la Social-Démocratie allemande, sur laquelle se calquait toute la politique de la 2^e Internationale, vota pour les crédits de guerre, ne fut que l'aboutissement d'une grangène qui la gagnait depuis des années. Déjà, en 1905, seuls quelques révolutionnaires isolés (Lénine, R. Luxembourg, Trotsky) surent tirer les leçons des grandes grèves de Russie, de la formation des Conseils Ou-

vriers et de la vague de grèves qui secoua l'Europe de l'Est principalement, jusqu'à la veille de la guerre. La Social-Démocratie, encroutée dans un fonctionnement bureaucratique, regardant "sa masse de manoeuvre ouvrière" du haut de ses fenêtres, était devenue incapable de servir en quoi que ce soit les intérêts du prolétariat. Alors que celui-ci exprimait de nouveaux besoins, comprenait dans sa vie même la nécessité d'aller de l'avant contre une classe menant le monde à sa perte, exigeait de s'affirmer politiquement en dehors du fonctionnement bourgeois, la 2^e Internationale beuglait des mots d'ordre pacifistes, s'enracinait dans le parlementarisme. Plus que cela, la tendance nationaliste qui triomphait au sein de la Social-Démocratie, fut déterminante pour permettre l'éclatement de la guerre de 14. Cette substitution du programme révolutionnaire par le rattachement, non plus aux intérêts prolétariens, mais à la cause de la bourgeoisie nationale, fut utilisée à fond par la bourgeoisie, de même que l'idée qui prévalait de plus en plus d'une transformation pacifique, progresssive et légale vers le socialisme, de la société bourgeoise. Seuls les révolutionnaires qui s'élevaient contre cette conception, se dressèrent le plus clairement contre la guerre, ses véritables motifs et ses vrais buts.

Ainsi, ce n'est pas par sa simple volonté que la bourgeoisie peut entraîner le monde dans la guerre impérialiste généralisée, c'est parce que qu'elle s'attache avant tout à s'assurer de la passivité du prolétariat mondial qu'elle peut s'y engager ; et elle ne peut s'assurer de cette passivité qu'en détruisant sa conscience de classe.

Mais si la bourgeoisie a pu entrer

en guerre, ce sont la révolution russe de 1917, les soulèvements prolétariens qui parcourent l'Europe à la même époque qui l'obligent à signer l'armistice de 1918 et à arrêter les massacres. Si la Social-Démocratie était grangénée par l'idéologie bourgeoise et si la confiance que le prolétariat mettait en elle avait permis d'anesthésier celui-ci devant l'entrée en guerre, il n'aurait pour autant pas été écrasé dans un combat de front avec la bourgeoisie. Malgré l'épuisement de trois ans de guerre, sa combativité pouvait ressurgir ; c'est grâce à ce facteur et à la prise de conscience brutale de la réalité du monde capitaliste, réalité exacerbée par la guerre impérialiste, que le prolétariat met en danger la société bourgeoise et force ses maîtres à cesser la guerre.

Mais là encore, l'échec de la vague révolutionnaire est préparée par la Social-Démocratie qui fait encore illusion comme organisation du prolétariat et d'avec laquelle les révolutionnaires - sinon les bolcheviks - ne scissionnent que fort tard.

Cet échec fut aussi déterminé par les conditions de la guerre mondiale elle-même qui, si elles montrent crûment le fond de la réalité capitaliste permettent à la bourgeoisie d'utiliser les aspirations à la paix et d'opposer les prolétaires entre assaillants et assaillis, entre vainqueurs et vaincus. De plus, le prolétariat est épuisé dans la production d'armement intensive, est massacré au front et ne peut en sortir que profondément affaibli. Pour nous, ce sont les conditions du surgissement prolétarien dans la crise économique telles qu'elles se présentent aujourd'hui, qui sont les meilleures et les plus prometteuses pour la réussite de la révolution mondiale.

LA REVOLUTION ALLEMANDE

Si une poignée de révolutionnaires avaient tiré les leçons des Conseils ouvriers, la bourgeoisie également comme elle sut très vite tirer celles de la Révolution russe et ne pas se laisser surprendre.

C'est pays par pays que le prolétariat mondial est battu, grâce à tout le travail de sapes des organisations syndicales et de la Social-Démocratie qui s'adaptent aux situations qu'elles rencontrent dans différents pays comme en Italie, et principalement en Allemagne où les vagues de grèves ouvrières précipitent la signature de l'armistice. Le militarisme allemand pourtant réputé pour sa lenteur et son esprit obtus, réagit alors avec une rapidité étonnante : c'est une caractéristique de la période de décadence que, face au danger prolétarien, la bourgeoisie mette au rancart ses querelles et s'unisse pour tenter d'écraser son ennemi de classe. Dès l'été 1918, elle appelle les représentants les plus sûrs (majoritaires) de la Social-Démocratie au gouvernement : Ebert, Scheidemann et consorts, appuyés par toute leur presse ; ils lui seront du meilleur conseil et leur langage "socialiste" son meilleur appui pour écraser la révolution. Dès l'apparition des premiers Conseils de soldats et ouvriers, c'est l'unité de tous, pour la paix, pour le bien de la nation, qui est mise en avant par la Social-Démocratie, alors que dans le même temps est constitué un gouvernement "socialiste" béni par la vieille noblesse prussienne elle-même.

Les aspirations à la paix d'un pays épuisé par quatre ans de guerre seront utilisées à fond par une gigantesque propagande anti-bolchévique et anti-spartakiste, et, surtout, l'inexpérience du prolétariat allemand, enco-

re empoisonné par sa confiance en la Social-Démocratie. Celle-ci saura se placer dans les Conseils Ouvriers afin de "rouler la révolution par derrière" (Max de Bade au sujet de Ebert) et qu'elle réussira à vider de tout contenu, de toute force. Et lorsqu'elle sentira que le contrôle des masses berlinoises commencera à lui échapper, elle les provoquera dans un affrontement prématuré contre l'Etat, stratégie qu'elle achèvera par un bain de sang contre les "ennemis de l'intérieur", c'est à dire les ouvriers révolutionnaires et les militants du KPD, Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht furent assassinés durant la "semaine sanglante" où la SD règle son compte à la Commune de Berlin seule à montrer une perspective prolétarienne. Il faudra à la bourgeoisie réprimer jusqu'en 1923 pour être sûre que l'ordre règne bien en Allemagne.

Ce sont les pays de l'Entente qui seront le soutien extérieur de l'Etat allemand, en lui accordant un sursis de paiement de ses dettes de guerre, en attendant le règlement de ses "problèmes intérieurs", et lui laissant un armement suffisant pour ne pas trop dégarnir le front oriental et pour les besoins des corps francs fidèles à "l'ordre prussien" et à la bourgeoisie, qui seront les bouchers de la révolution allemande, bouchers aux ordres de Noske.

La bourgeoisie mondiale avait reconnu le danger de "l'épidémie bolchévique", et, au nom de la démocratie, apporté son obole aux deniers du culte bourgeois.

L'ENTRE-DEUX-GUERRES

L'écrasement de la révolution allemande présidera à l'isolement de la révolution russe et à l'épuisement de la vague révolutionnaire dont les derniers soubresauts durent jusqu'au début des années 20; le capitalisme mondial déclenche alors une offensive générale contre le prolétariat.

L'URSS, avec le Vème Congrès de l'IC en 1926, s'engage définitivement dans la politique capitaliste d'Etat.

L'Opposition de gauche est éliminée; en Chine, les Communes de Changai et Canton sont écrasées avec le soutien du Komintern, entièrement inféodé aux besoins du capital national russe. La révolution russe est bien morte, et avec elle l'IC.



En France, c'est le P.C.F. qui sera à la pointe de l'attaque idéologique de la bourgeoisie contre le prolétariat.

Parallèlement, l'Allemagne - pays où se jouait l'alternative historique: capitalisme ou socialisme - réunit ses forces réactionnaires dans le nazisme permis par l'élimination du prolétariat de la scène sociale. Il en est de même en Italie où Mussolini proclame l'Etat fasciste après la disparition des énergies révolutionnaires.

Ainsi, dans tous les pays où le prolétariat s'est soulevé le plus fortement à l'assaut de l'Etat bourgeois, et où, en même temps il a fallu totalement l'écraser, la bourgeoisie peut se lancer dans ce qui est sa tendance naturelle: le contrôle total de la vie sociale par l'Etat.

Par contre, dans les pays où il n'a pas exprimé sa volonté de lutte aussi fortement, les instances "démocratiques" de la bourgeoisie continuent de fonctionner. Bien que, dès le début de la crise en 1929, l'intervention de l'Etat devienne de plus en plus déterminante dans la vie économique des Etats nationaux "démocratiques", la bourgeoisie y est contrainte d'utiliser l'illusion parlementaire et électorale. C'est sur la base de cette mystification qu'elle s'emploiera à dévoyer le prolétariat pour l'entraîner vers la 2ème guerre mondiale.

En effet, avec la crise de 1929, c'est cette nécessité et son inéluctabilité qui s'imposent à la bourgeoisie. Du point de vue des besoins du fonctionnement de celle-ci dans la décadence, le prolétariat a fait cesser prématurément la 1^{re} guerre mondiale; la reconstruction est de courte durée. Le repartage du monde colonial et de l'Europe balkanique par les pays de l'Entente n'a pas fait apparaître de nouveaux marchés. De leur côté, l'Allemagne, l'Italie, le Japon s'enfoncent dans une politique autarcique et montrent une agressivité croissante. C'est donc très vite que se fera ressentir la nécessité de la guerre. Mais il lui faut attendre dix ans pour s'assurer du prolétariat, car: "L'immense vague révolutionnaire jaillie à la fin de la première guerre impérialiste a jeté le capitalisme international dans une telle crainte qu'il a fallu cette longue période de désarticulation des bases du prolétariat pour que la condition soit requise pour le déclenchement de la nouvelle guerre impérialiste mondiale." (Rapport de la Gauche Communiste de France, 1945.), et c'est dans les pays "démocratiques", où le prolétariat est encore intact, que la bourgeoisie va tout mettre en oeuvre pour s'assurer de sa passivité complète. Il lui faudra dévoyer celui-ci vers la défense de la "démocratie", pour la défense

des "libertés" et des "conquêtes ouvrières" menacées par le fascisme, le faire adhérer à la défense des intérêts de chaque bourgeoisie nationale, de la patrie. Dans cette optique, c'est toute l'idéologie anti-fasciste, la défense d'une bourgeoisie progressiste contre une bourgeoisie rétrograde, qui sera le fer de lance de la tactique bourgeoise.

Les années 32-33-34 sont marquées par les soulèvements prolétariens en Espagne qui seront réprimés jusqu'en 1935. En 1936, les partis de gauche l'emportent aux élections et les forces fascistes de Franco se rebellent. Ce sera le début de la guerre civile. Mais cette guerre civile sera l'occasion pour la bourgeoisie mondiale d'embrigader le prolétariat derrière la fausse alternative fascisme-anti-

fascisme, lui permettant par la même occasion d'éliminer les éléments les plus combattifs partis se battre dans les "brigades internationales".

La guerre d'Espagne sera aussi un camp d'entraînement pour les deux fractions de la bourgeoisie qui s'opposent dans la 2^e guerre mondiale. En même temps, ce seront la mobilisation du prolétariat dans les "fronts populaires" et les grèves dévoyées de 1936 contre le fascisme qui achèveront de détruire toute potentialité de réaction ouvrière à la guerre.

Dans cette offensive, c'est toute la gauche et, en particulier dans certains pays comme la France et l'Espagne, les partis "communistes" qui seront à l'avant-garde dans la destruction de l'intérieur, dans la lutte, de la conscience du prolétariat. Issus de l'IC, de la Révolution russe, les PC représentaient encore pour la majorité des ouvriers de l'Europe "démocratique" l'espoir de la Révolution mondiale. En fait englués dans la défense du capital national ils furent les relais dans les masses de la politique anti-prolétarienne de la bourgeoisie. De plus, la politique de l'URSS elle-même avait "soit dégouté les ouvriers de toute perspective de socialisme, soit les avait ramenés dans le giron de la Social-Démocratie, soit, pour ceux qui continuaient d'y voir "la patrie du socialisme", avaient soumis leurs luttes aux impératifs de la défense de ses intérêts impérialistes." (Revue Internationale n° 18).

Les éléments regroupés dans la IV^e Internationale de Trotsky, Internationale factice, et toute une kyrielle de groupuscules, apportent eux-aussi leur eau au moulin ar-fasciste et participeront au débousollement du prolétariat. Seuls, Bilan et la Gauche Communiste Internationale résisteront à la pression idéologique et s'élèveront contre la politique de "front unique", que se soit par rapport à la guerre d'Espagne ou par rapport aux fronts populaires", face au déclenchement des forces syndicales, social-démocrates, staliniennes et "démocratiques".

La victoire de la contre-révolution trouvera un prolétariat démantibulé, et quelques rares minorités révolutionnaires, la Gauche Communiste, totalement isolées et séparées de leur classe comme encore jamais dans l'histoire, mais toujours fermement attachées aux principes de classe, et que la guerre n'atteindra pas (voir dans RI n°119, le Manifeste de 1944 de la Gauche Communiste).

La bourgeoisie put alors se déchaîner dans la 2^e guerre mondiale sans risquer la remise en question de sa

domination de classe. La dernière saignée est encore plus bestiale que la première (50 millions de morts officiels pour 20 millions dans la première), l'attaque sur la conscience du prolétariat est encore plus forte, et, malgré cela, des réactions ouvrières apparaissent au cours de la guerre et la bourgeoisie se fera fort de les écraser en bombardant massivement les grands centres industriels, particulièrement en Allemagne à la fin de la guerre, afin de se donner toute garantie.

LA RECONSTRUCTION

Pour la deuxième fois, le capitalisme décadent a réalisé son cycle crise-guerre-reconstruction. La deuxième période d'après guerre va faire illusion jusqu'à la fin des années 60, avec l'apparition de la crise ouverte de l'économie capitaliste. Durant toute cette période, la bourgeoisie mondiale réussira à maintenir le prolétariat atomisé, et à circonscrire en les isolant les mouvements qui apparaissent. C'est là que fleurissent les illusions sur la pérennité d'un capitalisme qui aurait pu résorber ses crises, c'est là que se distinguent les théorisations sur "l'intégration" du prolétariat aux lois du capital, c'est là que le syndicalisme triomphe avec le mythe de l'Etat-providence; le capitalisme semble avoir trouvé une nouvelle jeunesse. La contre-révolution triomphe comme jamais auparavant.

Mais si la paix sociale régnait dans les pays développés, la guerre impérialiste, quant à elle, ne s'est pas arrêtée. Les deux blocs issus de la 2^e guerre mondiale s'affrontent dès le début de l'après guerre dans les pays du tiers-monde qu'ils tentent sans cesse de s'approprier. Ces affrontements "périphériques" ont fait jusqu'à aujourd'hui au moins autant de morts que la 2^e guerre mondiale, sans compter les centaines de millions qui sont morts de misère.

La période de reconstruction n'a été en réalité qu'un moment où la bourgeoisie a rassemblé ses forces en vue d'un troisième holocauste mondial. Depuis longtemps, elle est prête à faire la guerre, au niveau politique par le renforcement des blocs, et au niveau des armements également. Mais l'apparition de la crise ouverte et la vague de grèves qui a secoué les pays développés à la fin des années 60 lui ont montrée que son vieil ennemi mortel n'était pas enterré, qu'il lui barrait encore la route vers son unique perspective.

Si le prolétariat a été embrigadé dans deux guerres mondiales, aujourd'hui nous affirmons que la perspective qui s'offre à lui est à des affrontements de classe généralisés dont l'issue déterminera le devenir historique qui s'offre à l'humanité: guerre ou révolution, socialisme ou barbarie. L'analyse qui fonde cette perspective est soumise à certaines conditions, celles de la période historique actuelle. Ce sont ces conditions que nous nous attachons à montrer dans un article à paraître dans le prochain numéro du journal.

P.P.R.

A PROPOS DE M. HASFELD

Nos lecteurs ont pu être surpris que nous ayons publié dans RI 119 l'allocution prononcée sur la tombe de Marcel Hasfeld par Louis Bonnel, trotskyste connu, alors que nous n'avons aucun point commun ni avec le trotskysme ni avec le syndicalisme "révolutionnaire" que nous considérons être des courants passés dans le camp de la contre-révolution. Par cette publication, il s'agissait simplement pour nous de saluer en M. Hasfeld un militant qui fût un rare exemple de l'honnêteté ouvrière en France dans les années noires. Sans revenir sur ce qui est dit dans l'allocution, rappelons simplement que, pendant 20 ans, par son dévouement à la Librairie du Travail qui publia à contre-courant du stalinisme ambiant Rosa Luxembourg et Trotsky par exemple, et qui fût un lieu de rencontre des militants ouvriers en rupture avec le stalinisme, Marcel Hasfeld fût toujours, malgré les divergences politiques, un camarade pour les quelques militants de la Gauche Communiste.

MISE AU POINT : A propos de nos dernières prises de position sur les conflits inter-impérialistes

Dans RI n° 119, nos lecteurs ont sans doute eu leur attention accrochée par une manière de formule correctrice qui, insérée dans notre article sur le Moyen Orient (2ème colonne au centre), disait ceci: "Il était donc hasardeux de s'avancer comme nous l'avons fait dans les numéros 117 et 118 sur l'Etat cohérent au Liban, puis sur un fiasco des américains qui jouaient la carte Gemayel".

En réalité, c'est l'expression de cet erratum qui est hasardeuse. Alors que l'objet de ce correctif devait seulement être de dissiper l'ambiguïté locale de deux fragments d'articles qui exposaient par ailleurs tout à fait justement le cadre total de notre analyse de la situation au Liban et au Moyen Orient - l'erratum du n° 119 tout à fait à l'inverse induit les lecteurs à penser que c'est le cadre lui-même de notre analyse qui était erroné dans les articles incriminés des numéros 117 et 118 de notre journal.

Afin de lever tout de suite les confusions, nous faisons cette mise au point primordiale: nous ne nous sommes jamais trompés en disant que la stabilisation de l'Etat libanais constitue - et continue de constituer - un objectif inscrit au sein du déploiement d'ensemble de la stratégie impérialiste au Moyen-Orient. Fondamentalement, nous n'avons jamais parlé d'un "fiasco" de cette stratégie au Liban. Tout à l'inverse, nous avons combattu cette idée, pour ce qu'elle est, une mystification bourgeoise.

Ce que l'erratum voulait en fait corriger, dans des formulations locales contenues dans les articles de RI n°117 et 118, ce sont les points suivants:

● La réalisation d'un Etat cohérent au Liban ne peut pas être absolument garantie dans le temps au Liban lui-même. De toutes façons, ce qui importe à l'impérialisme occidental, c'est moins la solidification étatique du Liban lui-même que la fortification globale du puzzle moyen-oriental sous sa coupe. Ceci ne veut aucunement dire pour autant que la consolidation de l'Etat au Liban ne constitue pas une carte importante de la partie jouée par le bloc US.

● D'autre part, rien ne permet de dire que la mise effectivement faite par l'impérialisme occidental sur la carte Gemayel ne puisse jamais être reportable, en tout ou en partie, sur d'autres atouts de la bourgeoisie libanaise, tels que Amal, Jumblatt ou Berri. Là encore, moins importe le choix de telle ou telle fraction que l'emprise que l'impérialisme occidental pourra s'assurer sur l'Etat libanais.

Au delà de ce cafouillage, ce qui est demeuré toujours constant dans la suite de nos trois derniers articles, et continue de représenter l'essentiel de notre analyse des conflits impérialistes, c'est l'affirmation du déploiement offensif du bloc impérialiste occidental et de sa prise d'initiative au détriment de son rival "soviétique". Loin de nous faire relativiser cette position, les événements qui interviennent aujourd'hui:

- en Afrique, le rapprochement de l'Angola et du Mozambique, alliés supposés de l'impérialisme russe, avec l'Afrique du Sud, servante en titre, elle, de l'impérialisme occidental en Afrique australe;

- reprise des tensions guerrières entre la Chine et le Viet-Nam, entre le Viet-Nam et la Thaïlande.

Tout cela ne fait que souligner le caractère systématique et l'amplitude mondiale de l'offensive occidentale.

La rédaction.

PUBLICATIONS DU CCI

(Ecrire les adresses comme suit,
sans mention du nom de la publication)

ACCION PROLETARIA
Apartado de correos 258
VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 13
Bruxelles 31
1060 BRUXELLES, BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Drawer 1774
NEW YORK, N.Y. 10027
USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674
CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106
10031 STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581
75027 PARIS Cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR, Postbus 11549
1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869
LONDON WC 1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELT REVOLUTION
Postfach 410308
5000 KOLN 41, RFA

BROCHURES

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5 F + 3 F pour frais d'envoi).
- Nation ou classe (4 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Plateforme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F + 3 F pour frais d'envoi). 1972
- Organisation communiste et conscience de classe (4 F + 3 F)
- La décadence du capitalisme (10 F + 6 F)
- Le Trotskysme (6 F + 3 F) (recueil d'articles)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) (4 F)
- L'Etat dans la période de transition (12 F + 6 F)
- Plateforme et Manifeste du C.C.I. (4 F + 3 F)
- La Gauche communiste d'Italie (30 F + 12 F)

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :
ETRANGER PAR AVION
110 F 120 F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :
ETRANGER PAR AVION
65 F 80 F

ENVOIS SOUS PLI FERME :
ABONNEMENTS COUPLES
FRANCE ETRANGER PAR AVION
120 F 120 F 150 F
ABONNEMENTS SIMPLES
FRANCE ETRANGER PAR AVION
70 F 80 F 100 F

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS :
Chèque bancaire ou postal à l'ordre de R.I. : CCP 202 3302 X PARIS.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.TAUTIN, 4 passage Dieu Paris 20ème.
Directeur de Publication : D.VAN CELST
N° de Commission Paritaire : 54 267

◇ R.I.
B.P. 581
75027 PARIS
cedex 01

SECTEUR PUBLIC OU SECTEUR PRIVE UNE MEME EXPLOITATION POUR LES OUVRIERS

L'Etat et ses syndicats, la droite et la gauche, veulent nous mettre dans la tête qu'il y a des différences importantes entre "secteur public" et "secteur privé". Les ouvriers et employés du "secteur public" auraient la chance d'avoir un bon patron, l'Etat, et ceux du "secteur privé" la malchance d'être à la merci de patrons réactionnaires ; ou encore, les uns auraient la "sécurité de l'emploi" et les autres non. Ne nous laissons pas prendre par ce qui n'est que mensonge et tentative de division !

Il n'y a plus de différence réelle, aujourd'hui, entre secteur public et secteur privé. Pourquoi? Parce que le capitalisme est décadent et qu'il s'effondre, le chômage massif en est le signe.

La décadence du capitalisme, dont la première guerre mondiale manifeste l'avènement, conduit l'Etat à la nécessité d'un contrôle sur tous les aspects de la vie économique et sociale. Au bout de 70 ans de décadence, et de cycle crise-guerre-reconstruction-crise, la décomposition du capitalisme est telle, aujourd'hui, que pour tenter d'éviter les effondrements brusques et garder la maîtrise des explosions sociales, l'Etat a dû accroître encore ce contrôle sur l'ensemble de la société. Et ce contrôle et les décisions qui en découlent sont le fruit de concertations permanentes non seulement au niveau national mais international et s'appliquent à tous les domaines et à tous les secteurs. L'Etat n'est jamais celui qui garantit le bonheur des ouvriers, de quelque secteur que ce soit, mais celui qui défend, avec la dernière énergie, la survie du capitalisme et de son exploitation.

Voici quelques exemples seulement de cela :

- c'est au niveau de l'Etat que se décident les blocages de salaires et la suppression de leur indexation sur les prix, aussi bien en France qu'en Italie, par exemple pour ce qui est du bloc de l'Ouest. qu'en Russie pour l'Est. Pour ce pays, c'est en février 83 qu'Andropov reconnaît qu'il existe de "sérieuses difficultés" et qu'il préconise une stricte politique salariale afin de réduire "la demande", c'est à dire le niveau de vie des ouvriers!

- c'est au niveau des Etats qu'en août 82, les Européens et les Etats-Unis s'entendent, dans le contexte d'un marché mondial sursaturé parce que de plus en plus insolvable, de limiter les exportations européennes d'acier. En juin 83, une commission européenne représentant les Etats, demande une réduction de 26,7 millions de tonnes des capacités de production devant entraîner la suppression de 150.000 emplois d'ici à 1985.

- en ce début 84, c'est l'Etat, en France, qui s'active, sous couvert de "modernisation" de l'industrie pour organiser les licenciements massifs prévus par lui dans la sidérurgie, les chantiers navals, l'automobile. Ainsi, c'est bien l'Etat qui décide de tout et dans tous les secteurs. C'est bien à l'Etat que nous nous affrontons en défendant nos conditions de vie, partout, aujourd'hui, sur le glo-

be entier. Mensonge donc quand on voudrait nous faire croire que l'Etat pourrait être autre chose que l'Etat de la bourgeoisie et le patron des patrons! Et le gérant de toute la société! Mais il est de l'intérêt de l'Etat de cacher cela et de se donner l'air d'être le gérant d'un seul secteur "public" où, là, les ouvriers seraient censés être protégés.

Dans ce sens-là, la gauche et les syndicats ont toujours présenté les nationalisations, par exemple, comme un avantage inestimable pour la classe ouvrière. Les pays de l'Est, dans lesquels les nationalisations tiennent une place très importante, ont été présentés, pendant longtemps, comme le paradis des ouvriers par les stalinien. Et, quand l'histoire, avec les luttes ouvrières en Pologne notamment, dévoile crûment la réalité, ces derniers, malgré tout, qui n'en sont plus à un mensonge près, continuent à parler de "bilan globalement positif".

Les "protégés" du "secteur public" seraient censés aussi avoir un niveau de vie plus élevé et la garantie de l'emploi. Pour ce qui est du niveau de vie, en France par exemple, 60% des postiers touchent moins de 5000 Fr net par mois après 10 ans de service. Pour ce qui est de garder son emploi, cela non plus n'est pas garanti. Dans les "services publics", l'Etat essaie de masquer la réalité, soit en embauchant plus ou presque plus, soit en prenant des auxiliaires non titularisés et "remerciés" par la suite. Mais surtout, dans les secteurs nationalisés et donc "publics", là où l'Etat est directement le patron visible, comme à Sacilor et Usinor nationalisés par la gauche, ou encore à Renault, pour ne citer que ces exemples, l'Etat licencie et s'apprête à licencier massivement.

Non! Il n'y a pas des protégés d'un côté et des non-protégés de l'autre, mais partout une seule classe exploitée! L'attaque de l'Etat s'adresse à l'ensemble de la classe ouvrière!

Pourquoi l'Etat -droite, gauche, gauchistes et syndicats- nous déverse-t-il tous ces mensonges? Pour nous diviser! Pour nous empêcher de comprendre où est l'ultime ennemi commun à affronter: l'Etat. Pour nous empêcher d'unir nos luttes au-delà des secteurs et des nations, seule façon pour nous d'être forts! Cela est une mystification parmi bien d'autres que la bourgeoisie, dans toutes ses composantes, utilise contre nous. Regardons quelques exemples:

- Septembre 83 en Belgique:
Alors que des licenciements ont déjà eu lieu et que d'autres, massifs, se

préparent, dans la sidérurgie par exemple, l'Etat attaque le secteur "public" officiel en imposant une diminution de salaire qui aboutira à la suppression d'un mois de paye par an pour les ouvriers de ce secteur! La réaction des travailleurs est spontanée. Elle part des cheminots, commence de suite à s'étendre à certains secteurs du "privé" à Charleroi et fait tâche d'huile dans le "public". L'Etat doit s'employer alors à casser le mouvement et sa tendance spontanée, même si encore limitée, à s'étendre à tous les secteurs. La meilleure façon de le diviser est de présenter les ouvriers des secteurs "public" et "privé" comme ayant des problèmes différents.

- En Hollande, fin octobre/début novembre 83:

Les travailleurs du secteur "public" réagissent aussi contre une attaque de l'Etat concernant une baisse de 5% prévue sur leurs salaires. Là encore, c'est par le biais des syndicats que l'Etat maintient la fausse division entre les deux secteurs, mais cette fois-ci en ayant l'air de vouloir supprimer les différences!

La division se fait sous couvert de solidarité. Les syndicats demandent une diminution de salaire aussi pour les travailleurs du secteur "privé", pour lesquels les conventions collectives sont déjà signées! Vive la justice et l'égalité!...quand elles essaient de monter les ouvriers les uns contre les autres.

- En France aussi, notamment durant le mois de mars dernier, qui a vu la journée de grève de la "fonction publique", nous avons vu les syndicats se partager le travail pour diviser. Les uns, avec la CGT par exemple, se sont employés à dire qu'il ne faut pas diviser les travailleurs, tout en les maintenant, dans les faits, dans le corporatisme et faisant du 8 mars la journée spécifique de la fonction publique. Les autres, avec la CFTD, ont eu la mission de dénoncer les "privilegiés du secteur public" qui ont la chance d'avoir un emploi et qui ne devraient pas protester sur des questions de salaires quand "la bonne priorité, c'est l'emploi et la réduction du temps de travail"(Edmond Maire le 7 mars sur Antenne 2).

Ouvriers! L'Etat n'est pas neutre! Qu'il soit entre les mains de la droite ou de la gauche, partout, dans le monde entier, les mesures qu'il prend sont celles qu'exigent la défense et la survie du capitalisme! Ce sont donc partout des mesures en vue de nous maintenir dans une exploitation de plus en plus insoutenable. Partout les attaques de l'Etat contre la classe ouvrière sont les mêmes parce qu'elles sont partout l'expression de l'effondrement du capitalisme. Partout l'Etat utilise les mêmes mystifications par exemple celle de la division entre secteurs. Partout les syndicats sont les instruments de l'Etat pour essayer de faire passer dans nos rangs ces mystifications. Nos luttes d'aujourd'hui ainsi que la réalité que nous avons sous les yeux doivent nous faire comprendre que l'ennemi ultime c'est l'Etat avec tous ses appareils syndicaux et autres partis de gauche ou de droite et que nous devons nous unir au-delà de tous secteurs et internationalement pour le détruire!

A.B.

REUNIONS PUBLIQUES sur le thème:

Contre l'attaque capitaliste menée par la gauche et les syndicats, quelles sont les tâches et les perspectives des luttes ouvrières actuelles ?

AIX EN PROVENCE :
Permanence le 16 mai 1984, de 18h à 19h, au Café "La Madeleine", place des Prêcheurs.

BORDEAUX :
Réunion publique le 26 mai à 17h, au café Victor Hugo, 52 Cours Victor Hugo.
Contact diffusion le 26 mai de 10h30 à 11h30, au marché St Michel, place Meynard.

LILLE :
Réunion publique le 16 juin à 15h30, 23 rue Gosselet (MNE)

LYON
Réunion publique le 11 mai à 21h, à MAJO impasse Métrol, Villeurbanne, métro République.
Permanence le 15 mai à 18 h à la même adresse.

MARSEILLE :
Réunion publique le 11 mai à 21h, au 205 rue Ste Cécile, 13005.
Permanence le 23 mai de 18h à 19h, à l'"artistic bar", 4 cours J.Thierry, 13001.

NANTES :
Réunion publique le 26 mai à 17h au centre social des Bourderies, Nantes-Chantenay.
Permanences les 11 et 25 mai à 20h30 à la même adresse.
Contact diffusion le deuxième samedi du mois de 10h30 à 11h30, au marché de la Petite Hollande.

PARIS :
Réunion publique le 19 mai à 17h, au 27 avenue de Choisy, 75013; métro "Porte de Choisy".
Permanences tous les samedis à 16h, à la même adresse (sauf le samedi de la réunion publique).

ROUEN :
Réunion publique le 23 mai à 16h30 à la Halle aux Toiles.
Permanence le 26 mai à 16h30 même adresse.
TOURS :
Réunion publique le 9 juin à 17 h, 43 rue Lamartine.
Permanence le 19 mai à 17h, même adresse.
TOULOUSE :
Réunion publique le vendredi 25 mai à 21 h, cité universitaire de l'Arsenal bat.C.
Permanences tous les vendredis à 18h30 au bar "Le Colbert", avenue St Expéry (sauf le vendredi de la réunion publique).
Contact diffusion les deuxième et quatrième dimanche du mois de 11h à 12h30 au marché aux légumes (place Jeanne d'Arc) et le deuxième dimanche du mois de 11h à 13h30 au marché aux puces (St Sernin).

EMBROUILLER LA CONSCIENCE DE LA CLASSE OUVRIERE ...

Les manifestants n'auront probablement pas avalé tous les tracts que la manifestation du 13 avril a suscités. S'ils l'ont fait, il y avait de quoi attraper une indigestion. Le moins qu'on puisse dire, c'est que la manifestation des sidérurgistes aura fait couler beaucoup d'encre, mais que loin d'aider le développement de la prise de conscience des enjeux actuels, toute cette avalanche a plutôt produit une bouillie, et répandu la confusion en réponse aux questionnements qui se posent à la classe ouvrière.

CEUX QUI DEFENDENT LE CAPITALISME ET SES INSTITUTIONS :

■ En tête, bien sûr, la CGT, grande "organisatrice" de la manifestation, qui minimise la gravité de la crise économique et y trouve des "solutions": "La compétitivité, la rentabilité, nous sommes pour, mais tout le problème est de savoir comment les obtenir (...) tout dépend de vous, travailleurs et cadres, pour qu'on puisse décider de mesures réellement efficaces de développement industriel." Il suffit de suivre la CGT jusqu'à la Tour Eiffel et d'attendre qu'elle négocie...

Juste derrière, immédiatement collés à ses basques, on a pu trouver les roquets gauchistes, de ceux qui aboient beaucoup mais ne mordent pas : eux ne disent rien du pourquoi de ces licenciements, de cette crise : ils se contentent de répéter, depuis des lustres : il faut faire pression sur les partis de gauche, sur les syndicats pour les convaincre de faire une "bonne politique". Ainsi la ICR, comme "Lutte Ouvrière" appellent tous les travailleurs de la région parisienne à se joindre à la promenade à la Tour Eiffel pour "faire un mur de solidarité", sans remettre en question le moins du monde le but et l'organisation de cette marche. Ils crient à la "gravité d'une attaque sans précédent" contre la classe ouvrière pour proposer d'agir comme la ICR pour que "les députés de Moselle usent de leur mandat pour forcer le gouvernement et le président à revenir sur leur politique d'austérité."

Un peu à l'écart, viennent les restes du "maoïsme", ce courant qui a cru voir en Chine "l'avènement d'un monde nouveau" : apparemment plus conscients de la gravité de la situation, ils insistent surtout sur le danger de guerre contenu dans la crise économique : "Ce n'est pas la course au progrès, c'est la course à la mort. Pour gagner la bataille économique, chaque Etat prépare la bataille militaire." (Organisation Communiste Marxiste Léniniste, Voix Proletarienne). Ils mettent le PC et le PS dans le même sac que la droite et accusent le système économique lui-même : "Plus on produit de richesses, plus le strict minimum commence à faire défaut dans la classe ouvrière". Ils dénoncent aussi les syndicats qui le défendent en "nous désarmant et en nous divisant par usines et par branches"... Mais, en fin de compte, ils concluent par l'importance de lutter dans UNE usine, isolés (pour l'exemple...) et AVEC les syndicats. Ce qu'ils reprochent à la CFDT, c'est d'avoir "désavoué la lutte courageuse de sa section locale à Talbot", ce que la CFDT n'a pas fait, et pour cause : la section locale CFDT à

Talbot a contribué en première ligne à l'enfermement des ouvriers dans leur usine.

Ces deux dernières espèces grouillent dans les "collectifs" et autres "79-84" (groupe inter-syndicaliste à Longwy). Sous des noms différents, ils défendent les mêmes objectifs, les mêmes que ceux des syndicats et de l'Etat. Cachés derrière des "organisations d'ouvriers non-politiques", ils répandent leurs salades, tel l'OSR ("Opposition syndicale révolutionnaire de Strasbourg") qui appelle à "travailler à développer un courant syndical de lutte de classe" pour dire "non à la logique du système capitaliste", parce que "c'est aux patrons de payer". C'est si simple!

Leurs actions, comme c'est le cas pour "79-84", ne dépassent pas l'anecdote : quelques actions "spectaculaires" devraient suffire à convaincre le gouvernement.

On s'enfoncé dans la perplexité quand on lit les feuilles de groupes comme "Combat Communiste" qui développent la moitié d'un tract sur la gravité de la crise où "les politiciens qui gèrent l'Etat ne sont absolument pas maîtres de l'évolution de l'économie capitaliste en crise. Celle-ci n'obéit qu'à ses propres lois qui conduisent à fermer des usines ultra-modernes" et sur la nécessité d'une révolution sociale qui détruit les Etats et oriente la production vers les besoins humains, pour en venir à : "un nouveau mai 68 amènerait le gouvernement à trouver des solutions moins désastreuses pour les ouvriers. Ceux-là aussi, travaillent à réanimer les syndicats, que les ouvriers désertent en masse. Ils ne font que ridiculiser et dénaturer toute réflexion sur la nécessité et la possibilité d'une révolution sociale."

Tous ceux-là se situent résolument sur le terrain de la conservation de l'ordre existant, contre les intérêts ouvriers

CEUX QUI NOIENT LE POISSON :

Ensuite, on a pu trouver à cette manifestation toute une masse de tracts hétéroclites, plus ou moins fantaisistes, émanant de petits groupes, de cercles, d'individus.

Dans cet imbroglio, surgissent des interprétations complètement farfelues de la crise qui va "supprimer la classe ouvrière" : "le capitalisme annihile tout risque de conflictualité puisque l'Etre Humain est remplacé par une machine 100% docile" ("Collectifs pour le contre-pouvoir prolétarien").

C'est pourquoi, d'ailleurs, ils se contentent de jeter régulièrement leurs dernières élucubrations sur le pavé, en espérant qu'un jour ces "abrutis" d'ouvriers "prennent conscience de

leurs besoins humains" (sic!).

Ceux-là n'expriment que la décomposition de ce monde. Ils expriment le débousolement d'une classe qui ne verra d'issue que dans les perspectives qu'affirmera la classe révolutionnaire, la classe ouvrière. En attendant, ils participent à la confusion ambiante. Pour s'opposer à ce monde mythique d'une science fiction de mauvaise qualité qui tombe dans le panneau de la "révolution technologique" en se basant sur la possibilité d'un capitalisme "entièrement automatisé", ceux-là proposent des réactions tout aussi en dehors de la réalité, du genre : "nous ne paierons plus nos loyers, nos impôts, le gaz, l'électricité, les transports, ni rien." Il suffisait d'y penser.

Un autre tract, commence par titrer justement "comprendre ou périr" vilipende "l'effondrement définitif d'un système économique dont les règles du jeu sont diaboliques" mais, tel le chimiste en laboratoire, détaille sa trouvaille pour en sortir : "une monnaie non capitaliste" ! Il fait appel aux "gens sensés" pour passer en douceur à ce moyen radical de "supprimer l'inflation".

D'apparence plus sérieuses, les analyses d'un cercle comme "Guerre Sociale" ne valent pas mieux : "restructurer l'économie mondiale ne peut se faire, une fois encore, que sur le dos des prolétaires du monde entier. Sa réussite supposerait d'abord l'échec du prolétariat - éventuellement par une guerre". Ceux-là aussi ne voient pas que le capitalisme est incapable de surmonter sa crise, encore moins au moyen d'une guerre qui ne laisserait aujourd'hui pas grand chose à restructurer.

De même, les éléments signant "Guerre de classe" ou "Subversion" qui dénoncent un cran plus loin la logique de ce monde : "L'avenir de la sidérurgie, c'est celui du capitalisme : l'impasse de la surproduction, l'enfoncement dans la crise, les restructurations sans fin pour faire reculer les échéances... L'issue ultime, on la connaît : ce monde sent de plus en plus la poudre... et nous n'avons pas vocation de chair à canon" (Subversion)

Tous ceux-là ont un point commun, outre la confusion quand il s'agit d'expliquer vraiment le pourquoi de la désagrégation d'un monde, même s'ils le vomissent, et même si, comme les derniers, ils en mettent en avant les contradictions insolubles : ils ne se situent pas du point de vue de la classe ouvrière, en laquelle ils n'ont que très peu de confiance : partout, ressurgit dans ces expressions le mépris pour ces ouvriers qui lutteraient "pour sauver des usines qui nous font crever à petit feu" (Guerre de classe) ou pour "prouver aux capitalistes qu'il est possible de nous exploiter raisonnablement" (Guerre Sociale). Comme la petite-bourgeoisie, soumise au feu de la crise sans avoir la force de s'y opposer, ils ne voient pas en quoi la résistance des ouvriers aux condi-

tions qui leur sont faites est le seul terrain où peut se développer la possibilité d'une révolution.

CEUX QUI DEFENDENT LA PERSPECTIVE REVOLUTIONNAIRE :

Ceux-là, dans la tempête qui commence à secouer violemment la société toute entière, se situent résolument du point de vue de la classe ouvrière. Ils envisagent l'action des ouvriers au niveau international comme seule perspective et luttent contre toute illusion de "solutions nationales". Ils dénoncent l'action des syndicats comme part active et essentielle de l'encadrement et de l'affaiblissement des ouvriers. Ils insistent sur la nécessité pour les ouvriers de prendre en main directement et massivement leur combat au travers d'assemblées générales et d'organes sous leur contrôle direct.

"Nous refusons le choix entre l'isolement régionaliste et la généralisation syndicale nationaliste." (Groupe Communiste Internationaliste). "Affirmons notre force de classe. Lorsque nous nous organisons par nous-mêmes et contre les syndicats, malgré leur "respectabilité démocratique", ils envoient la force de leur Etat, preuve, s'il en est, de la crainte et de la haine qu'ils ont pour ceux d'en bas" (Ferment Ouvrier Révolutionnaire). "Seule une lutte radicale contre le capitalisme permettra l'extension des combats et la réalisation d'une unité prolétarienne par delà toutes les frontières. Détruire le capitalisme et son monde basé sur l'argent, c'est aussi détruire tous ses bastions : Etats, Nations, Régions, syndicats, partis." (Groupe Volonté Communiste).

La voix de ces petits groupes révolutionnaires semble bien faible dans tout ce concert. Plus encore, ces minorités sont loin d'être à la hauteur des besoins de la lutte ouvrière aujourd'hui. Leurs déclarations ressemblent plus à des professions de foi qu'à la mise en avant d'une perspective sérieuse. Dans leurs tracts (à part celui de GVC, qui tente une évaluation des conditions objectives et subjectives de la situation actuelle), on ne trouve aucune vision de la situation objective : où en est-on, pourquoi, vers où allons-nous?, ni du rapport de forces réel entre les classes en présence. Leurs mots d'ordre sont souvent volontaristes (ainsi le GCI qui appelle à l'union franco-belge des sidérurgistes "tout de suite").

Les minorités révolutionnaires ont une action bien faible, surtout quand on mesure l'importance des enjeux actuels. Pourtant, nous restons convaincus que la classe ouvrière a besoin d'une intervention des révolutionnaires qui donne une analyse claire de la situation, des forces en présence, et mette en avant des perspectives conséquentes, tant sur le plan immédiat qu'à long terme. Le marais de confusion qui abreuve les consciences nous le confirme encore.

D.N.

...OU PARTICIPER A SON DEVELOPPEMENT

La tâche des minorités révolutionnaires, notre tâche, est d'exprimer clairement ce que fait pratiquement la classe ouvrière, notre classe, quand elle s'affronte à l'Etat, et ce qu'elle sera contrainte de faire demain. Pousser le plus loin possible la prise de conscience qui se manifeste dans ses luttes. Qui sont nos ennemis ? Où est notre véritable force ? Comment la développer ? Quels sont les moyens de la lutte, quels en sont les buts immédiats et dans quelles perspectives générales s'inscrivent-ils ? C'est en développant sa lutte comme aujourd'hui que la classe ouvrière montre que les positions révolutionnaires ne sont pas des idées en soi qui seraient nées dans nos "petites têtes"

■ Ainsi, lors de notre intervention à Longwy pour la journée de grève générale du 4/4, nous avons diffusé notre tract : "Face à l'attaque du capital, ouvriers, organisons notre lutte" et notre presse. Nous avons diffusé notre tract non à une classe ouvrière passive, amorphe, indifférente à la réflexion - comme veulent nous la présenter les syndicats - mais à une classe ouvrière ouverte, sans méfiance vis à vis d'organisations révolutionnaires, avide de lecture et du besoin de réfléchir.

De même, ce sont ces mêmes ouvriers qui contribuaient activement à tenir les barrages installés sur les routes de Lorraine ce jour là pour isoler chaque fraction de la classe ouvrière des autres, ainsi que de ses minorités révolutionnaires (nous avons été dans l'impossibilité de nous déplacer d'une ville à l'autre !) qui pour-tant discutaient sans méfiance avec le

CCI de toutes les questions soulevées par la lutte, heureux pour certains que "des gens venus d'ailleurs", de Paris se sentent solidaires de leur combat. Et les questions soulevées furent aussi nombreuses que contradictoires : "comment ne pas s'enfermer dans la violence" que les ouvriers ne revendiquent pas; pourquoi le PCF ne démissionne pas du gouvernement ? Pourquoi et pour qui avoir fait la guerre ? Quel type de gouvernement mettre alors qu'on ne peut croire ni en la droite ni en la gauche ? Que faire dans la situation actuelle alors qu'il n'y a plus d'avenir possible ? Pourquoi ne pas sauver la Lorraine d'abord ? Que font les 4 ministres PCF au gouvernement ? etc.

Toutes ces questions montrent la vitalité de la réflexion qui se mène au sein de la classe ouvrière aujourd'hui. Les minorités révolution-

naires "qui ont sur le reste de la classe l'avantage d'une intelligence claire des conditions de la marche et des buts généraux du mouvement prolétarien" ont des orientations à donner, des réponses à apporter.

Aujourd'hui, ce sont les syndicats qui tentent de distiller au sein de la classe ouvrière l'idée que tout élément extérieur à l'usine, à la région est un étranger, un "fauteur de troubles", un "provocateur", un "autonome". C'est la vieille idée modernisée au goût du jour par les syndicats qui tentaient de faire croire que toute organisation révolutionnaire était ou une organisation payée par la CIA, ou - dans le meilleur des cas - une bande d'intellectuels chargée de semer la perturbation. "Méfiez vous de tout élément étranger surtout venu de Paris", voilà ce que tente de faire passer au sein de la classe ouvrière aujourd'hui les syndicats. Mais la classe ouvrière qui apprend aujourd'hui à mieux reconnaître ses ennemis sait discerner ceux qui disent tout haut ce qu'eux mêmes pensent tout bas confusément, "ceux qui parlent le plus près de la vérité" comme le di-

sait un ouvrier lors de la manifestation du 13 avril. Aujourd'hui, le CCI ne parle plus dans le vide; toutes les idées révolutionnaires défendues au sein de la classe ne sont pas rejetées parce que la classe ouvrière elle-même est traversée par un mouvement de réflexion profonde. L'heure n'est plus au repli des organisations révolutionnaires - comme cela a pu être le cas pendant la période de contre révolution. L'heure n'est plus non plus aux attitudes timorées, hésitantes, "sur le bord du trottoir", en spectateurs passifs comme nous avons pu le voir de la part d'autres groupes lors de la manifestation du 13 avril à Paris; elle est au contraire à une participation pleine et entière des organisations révolutionnaires au combat de leur classe. C'est à cette tâche indispensable que le CCI répond non seulement au niveau de sa section en France mais au niveau international : interventions dans les grèves en Espagne, aux USA, en Belgique, en Hollande, en Italie, en Grande Bretagne etc. C'est ainsi que le CCI s'applique à remplir la tâche pour laquelle la classe l'a fait surgir.

LA.

LES LUTTES OUVRIERES SE MULTIPLIENT, IL FAUT QU'ELLES S'ETENDENT!

Internationalement la bourgeoisie déchaîne l'attaque contre les conditions d'existence de la classe ouvrière, et dans chaque pays, la classe ouvrière réagit vigoureusement aux coups qui lui sont portés. La reprise actuelle de la lutte de classe implique déjà des millions de prolétaires ; les grèves depuis huit mois surgissent dans plusieurs secteurs parmi les plus importants de l'économie : industrie, administration publique, transports et services ; contre les licenciements, les baisses de salaires et d'allocations sociales, les réglementations d'horaires, d'effectifs ou du "droit" de grève, etc. Elles sont de plus en plus clairement, non des confrontations avec tel ou tel patron, mais avec l'Etat capitaliste qui oriente, planifie, réglemente et prend les mesures.

A un niveau inégalé, même dans les précédentes vagues internationales de grèves ouvrières de 1968-75 et de 1978-81, la "vieille Europe" se trouve aux prises avec de multiples manifestations de la colère ouvrière. Alors qu'en 1968-75, les grèves sont portées par le souffle d'un mouvement qui culmine dès sa naissance en 1968 en France, alors qu'en 1978-81, elles trouvent leur détermination la plus avancée en Pologne en 1980, dans un pays excentré que la bourgeoisie internationale parvient à isoler ; aujourd'hui, le mouvement en est à ses débuts et il se développe en étendue et en profondeur, impliquant beaucoup plus directement et ouvertement le cœur du monde capitaliste, constituant un terrain fertile à des affrontements de la classe ouvrière mondiale, là où elle recèle toute une force tirée des expériences accumulées et de la tradition révolutionnaire, face à la bourgeoisie là où elle est la plus puissante.

Tous les mouvements qui surgissent avec une simultanéité accrue s'ignorent encore d'un pays à un autre, et au sein d'un même pays. Cette simultanéité des répliques de défense de la classe ouvrière dans les pays industrialisés d'Europe de l'Ouest doit être mesurée par rapport à la vigueur des attaques capitalistes. Apparemment les grèves, les manifestations et les actions de protestation ne semblent pas faire échec à l'accélération des mesures d'austérité dont la classe ouvrière continue à faire les frais.

Un enjeu mondial

A travers ces luttes, ce qui se vérifie, c'est la capacité du prolétariat à ne pas se plier au diktat économique et politique de la bourgeoisie. Celle-ci voit sa marge de manoeuvre se réduire pour porter son attaque économique au niveau que lui impose l'approfondissement de la crise. Elle doit déployer tout un arsenal de plans de campagnes et de manoeuvres pour tenter de faire passer paquet par paquet ses mesures.

La reprise actuelle de 1983-84, fondée sur une accélération de la crise économique, un début d'usure des mensonges de la gauche, dans l'opposition dans les principaux pays, directement au gouvernement dans des pays de l'importance de la France ou de l'Espagne, est marquée par des tentatives pour se dégager du carcan des forces d'encadrement de l'Etat capitaliste : la gauche et les syndicats. Ces forces, présentes dans les rangs ouvriers, demeurent la carte maîtresse de la bourgeoisie contre la lutte de classe, mais. Même lorsque la bourgeoisie parvient à les placer dans l'"opposition" elles ne peuvent enrayer totalement le mécontentement et ne réussissent pas à empêcher les luttes. Elles travaillent à annihiler leurs potentialités, à brider leur efficacité, à tenter de dévoyer la conscience qui s'en dégage. C'est pourquoi l'actuelle simultanéité des luttes n'est pas encore comprise consciemment par l'ensemble de la classe ouvrière. Pire encore, dissimulée par les différents Etats capitalistes, elle n'est pas encore claire-

ment perceptible d'un pays à l'autre par les prolétaires. Lorsque l'information parvient à passer, elle est complètement déformée et transformée, en son contraire.

Les luttes depuis l'été 83

Après deux ans d'accalmie de la lutte de classe dans les principaux pays industrialisés, les luttes ouvrières se succèdent à un rythme de plus en plus rapide. Souvent simultanées sur les mêmes objectifs, les mouvements de la classe ouvrière en Europe de l'Ouest, de part et d'autre de frontières multiples et rapprochées, contiennent en pratique une dénonciation du nationalisme. Elles impliquent des millions de prolétaires concentrés dans des centres industriels qui se côtoient, dessinant ainsi une force capable de tenir en échec l'action concertée de la bourgeoisie mondiale et d'impulser au prolétariat mondial une dynamique unitaire débarassée des illusions sur ce que peut offrir la bourgeoisie "démocratique".

Les caractéristiques que revêtent ces luttes prennent toute leur importance parce qu'elles indiquent déjà qu'il ne peut être question d'arrêter sous peine de voir s'abattre encore plus vigoureusement les plans d'austérité de la bourgeoisie mondiale.

Des mouvements dans tous les secteurs

Pour planifiées que soient les attaques de la bourgeoisie contre les conditions de vie de la classe ouvrière, les nécessités de la crise se font trop pressantes pour que, comme auparavant, ces attaques soit espacées et dirigées successivement sur différents secteurs.

En Belgique par exemple, lors de la grève de septembre 83, la "grève générale" décrétée par les syndicats a servi à noyer la combativité et le développement autonome de la lutte par une unité factice. Mais si la bourgeoisie a du y recourir, c'est que, de plus en plus, les ouvriers de branches ou secteurs différents se reconnaissent dans leurs revendications respec-

tives. Les syndicats auront de plus en plus de mal à dénaturer les revendications qui surgissent pour les transformer en revendications spécifiques des corporations ou des secteurs.

Le chômage qui agissait comme un facteur inhibant des luttes, commence à présent à se transformer en un facteur de détermination.

En témoignent les luttes en Espagne qui entraînent dans des grèves tour à tour les ouvriers de nombreux secteurs : les sidérurgistes d'AHM, "choisis" par l'Etat espagnol comme une sorte de "test" de la "reconversion", en donnant l'exemple par une résistance depuis plus d'un an, sont un encouragement pour que, dans leur sillage, les ouvriers des chantiers navals, des autres centres sidérurgiques, de l'électro-ménager, de l'automobile, des chemins de fer, du textile et de la fonction publique entrent à leur tour en lutte.

La multiplication des grèves accélère les conditions pour que les ouvriers prennent conscience que, pour imposer un rapport de forces favorable face à l'Etat, il faut étendre les luttes.

En témoignent les piquets de grève volants et les manifestations des mineurs en Grande-Bretagne qui, malgré l'action conjuguée des syndicats et de la police, entraînent dans la lutte 135 000 ouvriers ; les grèves de solidarité auxquelles les syndicats ont été contraints d'appeler malgré leur interdiction légale.

Face à la volonté d'extension, les syndicats avancent de fausses extensions qu'ils peuvent contrôler : ici une "marche" sur Rome, là une "marche" sur Madrid ou sur Paris ; ici une "grève générale", là un "mouvement pour les 35 heures" ; etc.

Mais l'entrave syndicale à l'extension réelle des luttes a des limites car, pour massives (700 000 personnes à la "marche" sur Rome) ou "radicales" (grèves de solidarité "illégalles" en Angleterre) qu'elles soient, les actions dans le cadre syndical permettent toujours en fin de compte à la bourgeoisie de faire passer l'essentiel de ses mesures anti-ouvrières.

Deborder le cadre syndical pour affronter l'Etat

Il revient à l'action syndicale de se tenir à l'affût de tous les surgissements possibles pour s'en emparer, en limiter au maximum le développement ou l'efficacité par rapport aux mesures qui les provoquent.

C'est seulement en poursuivant ses luttes que la classe ouvrière contraint les pompiers volants de l'ordre capitaliste à se trouver débordés par la naissance de nouveaux foyers qu'ils ne peuvent d'emblée contrôler.

Face à une tendance croissante au surgissement de luttes, la bourgeoisie est contrainte de développer un syndicalisme "de base" ou même un "anti-syndicalisme" qui se manifestent sous des formes diverses.

En Italie par exemple, le discrédit avancé des directions syndicales rend de moins en moins efficace la forme "classique" d'encadrement. La bourgeoisie doit parallèlement avoir recours aux "conseils d'ateliers" qui

n'évoquent pas directement les syndicats, ou bien à des formes "extrêmes" qui, pour s'auto-proclamer contre les syndicats, n'ont cependant pas une fonction différente (Voir RI n.119).

Pour consolider et développer la défense de ses intérêts, la classe ouvrière va devoir de plus en plus fréquemment et rapidement franchir les limites imposées par la légalité bourgeoise. De son côté, l'Etat ne peut impunément laisser bafouer son ordre par la classe exploitée. C'est ce que montre l'énorme dispositif policier de la bourgeoisie britannique contre les piquets volants dans la grève des mineurs ; c'est ce que montre le déploiement des forces de répression qui quadrillent la Lorraine et tous les points chauds dits de "reconversion" ; c'est ce qui explique la répression violente des manifestations des ouvriers d'AHM, des travailleurs agricoles, en Espagne, où la police a blessé par balles plusieurs manifestants.

Les syndicats et la gauche ne font, comme a toujours été leur fonction au cours du 20ème siècle face à la classe ouvrière, que l'immobiliser pour la livrer ensuite à la répression ouverte.

De la simultanéité à l'extension consciente

C'est là la longue et difficile tâche qui a commencé avec la reprise des luttes, que les ouvriers européens sont amenés historiquement à accomplir, qu'ils le veulent ou non. Pour y parvenir, ils devront être capables de prendre leurs luttes en mains et de s'organiser eux-mêmes massivement comme le fit le prolétariat polonais en août 80.

Face à eux, ils trouvent une bourgeoisie forte, expérimentée et unie qui va utiliser tout son arsenal idéologique et policier pour faire face à la lutte.

Pour que la lutte de résistance puisse être efficace et déboucher sur une généralisation, les prolétaires européens devront apprendre à déjouer les mystifications de la bourgeoisie, ancrer solidement leur lutte sur le terrain de classe, identifier les agents infiltrés de la bourgeoisie dans leurs rangs que sont les syndicats, les partis de gauche et toutes les variantes "radicales" de la bourgeoisie qui sévissent en milieu ouvrier. Ce sont eux qui font obstacle à l'auto-organisation des luttes, qui sont le porteur des mensonges qui empoisonnent la conscience de la classe ouvrière.

Le prolétariat ne fait encore que réagir, mais sa détermination montre déjà que le seul avenir possible passe par la lutte de classe, au sein de laquelle le prolétariat se réapproprie sa propre expérience historique, dégage ses perspectives et trouve les moyens de son combat contre le capital

MRC.

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.